

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 18/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2022

Contexte et constats

Publié sur 

AMCOR FLEXIBLES PACKAGING France

24 rue de la Stéarinerie
BP 150
CEDEX4
21000 Dijon

Références : 2022-179
Code AIOT : 0005401100

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2022 dans l'établissement AMCOR FLEXIBLES PACKAGING France implanté 24, rue de la Stéarinerie BP 150 21000 DIJON. L'inspection a été annoncée le 24/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AMCOR FLEXIBLES PACKAGING France
- 24, rue de la Stéarinerie BP 150 21000 DIJON
- Code AIOT : 0005401100
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

L'usine AMCOR de Dijon est spécialisée dans la fabrication d'emballages souples complexes destinés essentiellement à l'industrie agroalimentaire. Cette activité comporte en particulier l'impression d'emballage par héliogravure. L'usine comporte également une activité de production de cylindres gravés pour l'impression par héliogravure, utilisés sur site et pour d'autres usines du groupe. Le site emploie environ 138 personnes et est implanté en milieu urbain, rue de la Stéarinerie.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites de l'APMD du 19/12/2019
- les suites de l'inspection du 20/05/2021 - état des non-conformités et demandes de compléments
- le risque accidentel - protection incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
APMD du 19/12/2019	AP de Mise en Demeure du 19/12/2019, article 1	/	Sans Objet
ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	/	Sans objet
Protection Incendie	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 7.5.3	/	Sans objet
Protection des réseaux internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 4.2.4.1	/	Sans objet
Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 7.1.1	/	Sans objet
Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 7.1.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	/	Sans objet
Transfert transfrontalier de déchets	Règlement européen du 14/06/2016, article 18	/	Sans objet
Protection Incendie	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 7.5.2	/	Sans objet
Protection Incendie	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 7.5.4	/	Sans objet
Protection Incendie	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 7.5.5.1	/	Sans objet
Infrastructures et installations	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 7.2.1	/	Sans objet

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Infrastructures et installations	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 7.2.2	/	Sans objet
Infrastructures et installations	Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 7.2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que les travaux relatifs à la protection contre la foudre n'ont toujours pas été entrepris. Le devis pour la réalisation de ces travaux vient tout juste d'être signé (mars 2022). Pour mémoire, le défaut a été constaté en 2019 et a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure n°1082 du 19/12/2019. L'inspection rappelle que ce point peut faire l'objet de suites administratives et pénales.

Concernant la défense incendie, globalement, le site dispose des moyens incendies idoines, ces moyens sont contrôlés régulièrement et le personnel est formé à leur usage. L'attention de l'exploitant est attirée sur le manque de lisibilité dans les contrôles réalisés. Un tableau de suivi des contrôles périodiques est recommandé, de même que des rapports sur le déroulement des exercices incendies réalisés en interne afin de consigner le retour d'expérience de ces derniers. Sur le plan électrique, une attention doit être portée à la levée des anomalies constatées par les organismes de contrôle dans un délai raisonnable (< 2ans).

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/12/2019, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La société AMCOR FLEXIBLES PACKAGING France exploitant une installation de fabrication d'emballages souples imprimés complexes sise 24 rue de la Stéarinerie sur la commune de Dijon est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, dans un délai de 9 mois, les dispositions prévues à l'article 7.2.4 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2009.</p>
<p>Constats : L'exploitant a indiqué que depuis la dernière inspection, les étapes suivantes avaient été réalisées :</p> <p>2021-05-09 : Analyse du risque foudre (ARF) concluant à la nécessité de faire une étude technique. 2021-05-09 : Etude technique (ET) foudre listant les 52 points sur lesquels des travaux de mise en conformité sont à prévoir. 2021-06-17 : Réception de 2 devis PROTIBAT et ACTENIUM 2021-09-28 : Rédaction du dossier interne de demande d'investissement auprès du groupe 2022-03-11 : Envoi de la demande d'investissement auprès du groupe pour acceptation 2022-03-11 : Choix de Fournisseur PROTIBAT et décision avec celui-ci de l'échéancier suivant des travaux :</p> <p>→ du 1/08 au 15/08/2022 (lors de l'arrêt annuel de l'usine) : travaux sur la para foudre → Septembre (3 semaines) : Travaux sur les paratonnerres → S40 : Intervention vérification par l'Apave pour validation des travaux (soit fin octobre 2022) 2022-03-14 - Rédaction de la commande -> Commande N°4530601225 - PROTIBAT - Protection foudre et paratonnerre.</p> <p>L'exploitant s'est engagé sur un programme de travaux avec la société PROTIBAT. L'exploitant a fourni le jour de l'inspection le bon de commande avec la société PROTIBAT. La confirmation de la fin des travaux devra être faite à l'inspection dans les meilleurs délais compte-tenu de l'échéancier annoncé.</p> <p>L'inspection constate donc que dans le délai de 9 mois, au delà duquel les installations devaient être protégées contre la foudre, l'exploitant n'a ni réalisé les travaux de mise en conformité détaillée dans le rapport de vérification protection foudre (DEKRA, 21 juin 2019), ni mis à jour ses études. De plus, le jour de l'inspection, les installations ne sont pas protégées contre la foudre.</p> <p>Ainsi, l'arrêté de mise en demeure du 19 décembre 2019 n'est pas respecté. Ce fait constitue un délit.</p>
<p>Observation : L'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 dans son article 20 précise que, lorsque les études (ARF et ET) ont été réalisées dans les délais réglementaires, l'exploitant dispose d'un délai de 2 ans après l'élaboration de l'Analyse des Risques pour réaliser les travaux définis dans l'étude technique. Compte-tenu du retard conséquent de l'exploitant pour la réalisation de l'ARF, il convient que l'exploitant réalise ces travaux dans les meilleurs délais.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des ESP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des équipements fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique pour chaque équipement le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection périodique et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant a montré la liste des ESP le jour de l'inspection. La liste des ESP a été remise à l'inspection le jour même. La périodicité des contrôles y est renseignée. Il n'est pas fait état de contrôle hors délai dans cette liste.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
Thème(s) : Risques accidentels, Inspection périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. – L’inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d’autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à: 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l’objet d’un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l’intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans; 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide; Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d’un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l’objet d’un contrôle de mise en service conforme à l’article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l’entrée en vigueur du présent arrêté, Si l’état d’un équipement le justifie, l’exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p> <p>II. - Les récipients mobiles sont en outre vérifiés extérieurement avant chaque remplissage.</p> <p>III. - Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service.</p> <p>Constats : Les ARI ont été contrôlés en 2021 - Le tableau du suivi des ESP a été mis à jour en conséquence</p> <p>Demande de compléments n°1 : Par sondage, les rapports des contrôles des inspections périodiques des équipements suivants sont à envoyer à l'inspection sous 15 jours : - Pauchard n°305805 de 2013 PS : 11 bars et V:1500L. - ASTRA REFRIGERANTI n°911357 de 2020 PS : 21 bar et V:120L - ATLAS COPCO n°25731 de 2017 PS : 21 bars et V : 475L.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Transfert transfrontalier de déchets

Référence réglementaire : Règlement européen du 14/06/2016, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, Exigences générales en matières d'information
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : CE n°1013/2006 – art 18 Déchets devant être accompagnés de certaines informations 1. Les déchets visés à l'article 3, paragraphes 2 et 4, destinés à être transférés sont soumis aux exigences de procédure suivantes: a) Afin de faciliter le suivi des transferts de ces déchets, la personne relevant de la compétence du pays d'expédition qui organise le transfert veille à ce que les déchets soient accompagnés du document b) Le document figurant à l'annexe VII est signé par la personne qui organise le transfert avant que le transfert n'ait lieu et est signé par l'installation de valorisation ou le laboratoire et le destinataire au moment de la réception des déchets en question. 2. Le contrat visé à l'annexe VII conclu entre la personne qui organise le transfert et le destinataire concernant la valorisation des déchets doit être effectif dès le début du transfert et prévoit, lorsque le transfert de déchets ou leur valorisation ne peut pas être mené à son terme comme prévu ou a été effectué de manière illégale, l'obligation pour la personne qui organise le transfert ou, lorsque cette personne n'est pas en mesure de mener le transfert des déchets ou leur valorisation à son terme (par exemple, est insolvable), pour le destinataire, de: a) reprendre les déchets ou d'assurer leur valorisation par d'autres moyens; et b) prévoir, si nécessaire, leur stockage dans l'intervalle. À la demande de l'autorité compétente concernée, la personne qui organise le transfert ou le destinataire sont tenus de produire une copie du contrat. 3. À des fins d'inspection, de contrôle de l'application, de planification et de statistiques, les États membres peuvent, conformément à leur législation nationale, réclamer les informations visées au paragraphe 1 sur les transferts relevant du présent article. 4. Les informations visées au paragraphe 1 font l'objet d'un traitement confidentiel lorsque la législation communautaire et nationale l'exigent.</p>
<p>Constats : L'annexe 7 a été montrée en inspection - déchets évacués en Belgique -</p> <p>L'exploitant a transmis les annexes 7 des produits transférés entre octobre 2020 et décembre 2021</p> <p>Remarque : Déchets MIX PAP banderole concerne du papier et autres déchets, il ne s'agit pas de déchets dangereux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Protection Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'interventions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Le registre incendie a été montré le jour de l'inspection. Il comprend les fiches de suivi des équipements.
Observations : L'exploitant est invité à mettre en place un tableau de synthèse du suivi des équipements pouvant permettre un suivi aisé des dates des contrôles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose a minima de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel. Il comprend au moins : <ul style="list-style-type: none"> - des prises d'eau munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé. - des réserves en émulseur adaptées aux produits présents sur le site. - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; - des robinets d'incendie armés ; - d'un système d'extinction automatique d'incendie ; - d'un système de détection automatique d'incendie ; <p>Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.</p> <p>L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.</p> <p>Constats : Le site dispose notamment de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 poteaux incendies (PI) sur site - vu le jour de l'inspection : PI n°1607 <p>L'exploitant a indiqué que les essais de conformité des poteaux étaient réalisés par les pompiers annuellement mais que ces derniers n'avaient pas remis de rapport.</p> <p>L'inspection rappelle que l'organisme de contrôle des PI de leur choix doit impérativement faire et transmettre un rapport de contrôle quel que soit l'état de conformité du PI.</p> <ul style="list-style-type: none"> - le site présente une réserve incendie de 1600 m3 + deux cuves de 36 m3 pour alimenter le réseau de sprinklage. Lors du déclenchement du sprinklage, les deux cuves de 36 m3 sont d'abord sollicitées. En cas de chute de pression, le groupe de pompe sur moteur diesel prend le relai alimenté par la cuve de 1600 m3. <p>Le site présente un local émulseur indépendant. Les locaux sprinklages ont été vus lors de l'inspection.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le remplissage de la cuve de 1600 m3 se faisait de façon automatique sur sonde de niveau.</p> <p>L'exploitant a remis le jour de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le rapport de contrôle du groupe diesel des motopompes réalisé le 11/10/2021 (rapport n°15952) - ce rapport ne fait pas état de dysfonctionnement. - le constat de fin de travaux relatif à l'entretien des pompes du système de sprinklage et dispositif de remplissage des cuves (rapport n°CP04235) en date du 25/11/2021 - le rapport ne fait pas état de dysfonctionnement. - le site présente 351 extincteurs portatifs (CO2, poudre, eau compris) et 19 extincteur sur roue. Le plan de localisation des extincteurs a été remis à l'inspection. - le site comprend 12 robinets incendie armé, - l'exploitant a indiqué que le site disposait d'un système de détection incendie avec report d'alarme au niveau du local du gardien. - le site présent 4 obturateurs permettant d'isoler le réseau de collecte interne du réseau d'assainissement public. La commande du déclenchement de ces obturateurs peut être faite sur place ou au niveau du local du gardien, le déclenchement est alors simultané sur l'ensemble des obturateurs. - le site présente une équipe d'intervention spéciale (ESI) composée de 60 volontaires (sur un effectif total de 138 personnes). Ces ESI sont formées et procèdent à un exercice tous les 6 mois (déroulement de lance, port d'ARI, etc.). L'organisme de formation intervenant sur site ne fait pas de rapport écrit du déroulement des opérations. <p>Le dernier exercice réalisé par les pompiers date de 2017.</p>

<p>L'exploitant a remis le jour de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les rapports des derniers contrôles des ARI : 2021-07-06 - attestation Wothington MG3838 – IP, 2021-07-06 - attestation Wothington MO8432 – IP, 2021-07-21 - attestation GERZAT 421196 – IP, 2021-07-21 -attestation GERZAT 767 - IP - Rapport d'intervention n° : 03211773-001 du 26/11/2021 relatif au contrôle des extincteurs <p>Demande de compléments n°2 :</p> <p>L'exploitant transmettra sous 15 jours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le rapport de contrôle de la centrale incendie de l'année 2021; - le rapport de contrôle des obturateurs de l'année 2021. - L'exploitant présentera un tableau de synthèse de suivi des équipements de protection contre l'incendie spécifiant par type d'équipement, les équipements conformes/non-conformes/à renouveler. <p>Demande de compléments n°3 :</p> <p>L'exploitant transmettra le rapport de contrôle des PI à l'inspection sous un délai d'un mois.</p> <p>Observations : - Dater le plan de localisation des extincteurs, en l'état, il n'est pas possible de contrôler s'il s'agit des équipements actuellement sur site.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Demander à l'organisme de contrôle de fournir un rapport sur le déroulement des exercices menés avec les équipes du ESI. Il pourra y être consigné notamment, le temps pour réaliser les opérations testées, la réactivité des équipes, etc. <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>
--

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 7.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel, Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation, - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides), les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient où une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel, - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, - la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur. <p>Constats : Le site dispose d'un Plan d'Urgence qui a été transmis à l'inspection le 21/03/2022 (Document : P020 - QEHS - version K du 04/03/2022). Il détaille les procédures d'intervention (schéma d'alerte) en fonction de plusieurs scénario d'accidents. Cela peut concerner des accidents internes ou externes à l'entreprise.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection le plan ETARE (dernière mise à jour : septembre 2017) qui présente de façon synthétique les principaux moyens incendies et enjeux du site (localisation des zones de stockage de produits chimiques, stockage de gaz, etc.). Ce plan est réalisé en concertation avec les services du SDIS. L'exploitant indique que le site n'a pas subi de modification notable depuis 2017. Les quantités maximales indiquées sur le plan restent valables aujourd'hui.</p> <p>Les consignes d'alerte et sécurité sont affichées dans les locaux d'accueil et de pause du personnel. Vu sur site le jour de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Protection Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 7.5.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Système d'alerte interne
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le système d'alerte interne et ses différents scénarii sont définis dans un dossier d'alerte. Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives, les données météorologiques disponibles si elles exercent une influence prépondérante, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte.
Constats : Le système d'alerte interne et ses différents scénarii sont présentés dans le plan d'urgence (P020 - QEHS - version K) transmis à l'inspection le 21/03/22.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Protection des réseaux internes à l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 4.2.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement avec les milieux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Le site présente 4 obturateurs permettant d'isoler le réseau de collecte interne du réseau d'assainissement public. La commande du déclenchement de ces obturateurs peut être faite sur place ou au niveau du local du gardien, le déclenchement est alors simultané sur l'ensemble des obturateurs.
Cf. demande de compléments n°5 : l'exploitant transmettra le rapport de contrôle de l'année 2021 des obturateurs sous 15 jours. L'exploitant a attesté que le contrôle ne consistait pas uniquement en une vérification du système de déclenchement (par gaz) mais également par une manipulation du dispositif visant à vérifier l'étanchéité du dispositif. Ce point devra figurer dans le rapport de contrôle.
Sur place, deux postes de commande des deux obturateurs sur les 4 du site ont été vus par l'inspection. La signalisation n'était pas présente et les commandes des postes pas lisibles (effacées par le soleil).
Demande de compléments n°6 : L'exploitant procédera à une remise en état de la signalisation des obturateurs sur site. Un rapport photographique sera envoyé à l'inspection sous 1 mois attestant de cette remise en état.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 71.1
Thème(s) : Risques accidentels, Inventaire des substances
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.</p> <p>Constats : L'exploitant a fourni le jour de l'inspection l'inventaire des produits chimiques tel que décrit à l'article 71.1 de l'APa le jour de l'inspection.</p> <p>Non-conformité : La liste ne précise pas l'emplacement des stockages. Les autres informations mentionnées à l'art 71.1 sont renseignées.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 71.2
Thème(s) : Risques accidentels, Zonage internes à l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives où explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p> <p>Constats : Le plan de masse du "Plan ETARE" présente la localisation des zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion dues à la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives où explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.</p> <p>Non-conformité : Les quantités maximales pouvant être présentes sur les zones ne sont pas indiquées de façon systématique sur ce plan. Par exemple, la quantité d'acide chromique n'est pas précisée. Les quantités de bouteilles de gaz (azote, oxygène, hydrogène), les volumes de solvants, de "produits inflammables, toxiques, corrosifs" ne sont pas précisés non plus. Ce plan devra être complété afin de répondre aux exigences de l'art. 71.2 de l'Apa.</p>
Observations : L'affichage des produits présents sur site peut-être amélioré, il est limité voir manquant notamment dans l'atelier 301 vu le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Infrastructures et installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Accès et circulation dans l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement, applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté. En particulier, la coursive intérieure est maintenue libre de tout obstacle. L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. Les portails donnant rue de la Stéarinerie sont facilement ouvrable, pour faciliter un accès rapide des pompiers.</p> <p>Constats : Les axes de circulation sont matérialisés au sol. Le jour de l'inspection, les voies de circulation était dégagées. L'inspection note tout de même la présence de palettes au niveau de la sortie du "passage couvert" dit coursive intérieure, elles n'occulent pas le passage mais peuvent le gêner. Le site est clôturé sur la totalité de sa périphérie. Le portail principal d'accès au site situé le long de la rue de la Stéarinerie présente le local d'accueil en journée et de gardiennage. Une présence y est assurée 24h/24 pouvant ainsi facilité l'accès des pompiers.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Infrastructures et installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Circulation dans les bâtiments et locaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.</p> <p>Constats : L'inspection a visité l'atelier 301. Les allées et voies de circulation vues le jour de l'inspection étaient dégagées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2019, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques – mise à la terre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats : Ont été montrés le jour de l'inspection, les rapports suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - contrôle du réseau BT par Enedis le 16/08/21, le rapport noté "fonctionnement correct" - contrôle des armoires électriques par thermographie réalisé par DEKRA le 26/03/2021. Ce rapport fait état de plusieurs fiches d'anomalie constaté par le prestataire. <p>L'exploitant a indiqué que ces anomalies avaient donné lieu à un plan d'actions. Ce dernier a été montré à l'inspection, il s'agit d'un tableau excel qui reprend le suivi de l'ensemble des contrôles réalisés sur site : porte, chariot, etc.</p> <p>Ce plan de suivi permet de vérifier la correction des anomalies</p> <p>Par sondage: l'inspection a demandé de voir le suivi de : l'anomalie 1 – constaté par DEKRA sur le transformateur dans le rapport du 26/03/2021.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de retrouver "l'anomalie 1" dans son tableau de suivi.</p> <p>Par contre, il a été vu qu'un Constat de défaut d'isolement réalisé en 2020 n'était toujours pas corrigé en 2022.</p> <p>L'exploitant a concédé que de nombreuses anomalies avaient été constatées lors des contrôles sur les installations électriques (environ 400 anomalies en 2020). Depuis deux ans, l'exploitant a entrepris un travail important pour réduire ces anomalies. Aujourd'hui il en décompte encore 100 qui ne sont pas encore soldées.</p>
<p>Observations : L'inspection insiste sur le fait que l'effort entrepris pour solder les anomalies électriques doit être maintenu. Les feux d'origines électriques étant l'une des principales causes des incendies.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet